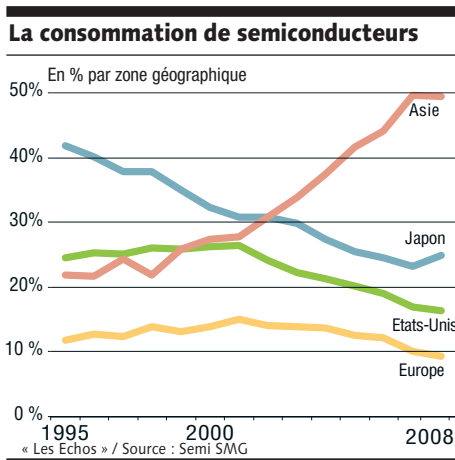


ÉLECTRONIQUE

Réunis à Grenoble, les industriels des semi-conducteurs craignent une accélération des délocalisations et lancent un appel à l'Union européenne afin qu'elle renforce son engagement.

Semi-conducteurs : les industriels européens réclament un plan Marshall

Soutenir la R&D c'est bien, mais il faut maintenant que l'Union européenne passe à la vitesse supérieure et soutienne les investissements : tel est en substance l'appel que lancent les industriels des semi-conducteurs réunis au sein de Semi Europe (Semiconductor Equipment and Materials International), qui regroupe 11 % des 2.000 entreprises que compte l'association au niveau mondial. A l'instar d'André-Jacques Auberton-Hervé, PDG de Soitec et membre du conseil d'administration de la Semi, ils tirent la sonnette d'alarme : « Pour maintenir l'Europe dans la course technologique, nous exhortons les membres de l'Union européenne et les Etats membres à renforcer leur engagement en faveur de l'industrie. Il est désormais stratégique de garder de la fabrication à côté de la R&D et de développer une politique sectorielle pour les semi-conducteurs, car il en va de la compétitivité de toute l'industrie. » Les bouleversements induits par la crise financière, la compétition mondiale est engagée, et « les Européens partent dans la course avec un boulet aux pieds » regrette Nicolas Leterrier, directeur général de Mi-



nalogic. Selon Geneviève Fioraso, député (PS) de Grenoble, « l'Europe se préoccupe surtout de concurrence intereuropéenne, sans vision globale ».

Diminution de la production

Le Vieux Continent compte encore des champions comme STMicroelectronics, ASML (lithographie), Soitec (substrats semi-conducteurs) ou Siltronic (des plaquettes semi-conductrices), et plusieurs centaines de PME. La production atteint encore pratiquement 9 milliards d'euros et la

filière emploie 105.000 personnes et près de 500.000 en sous-traitance. Mais le poids de cette activité s'amenuise. Au cours de la dernière décennie, la production européenne a diminué de 40 % et comme plus qu'elle ne produit (16 % contre 9 %).

Pour Alain Astier, vice-président de STMicroElectronics, cette déperdition « peut à terme menacer la compétitivité des entreprises et nuire à l'innovation ». « Il est absolument indispensable de lier innovation, R&D et fabrication, pour la rapidité de mise sur le marché de produits et aussi pour créer des emplois », ajoute Nicolas Leterrier. Dans un secteur où le prix de vente moyen des produits diminue de 10 % tous les ans et où une unité de fabrication coûte entre 4 et 5 milliards de dollars, la tentation de la délocalisation se pose aujourd'hui aux industriels européens qui peinent par ailleurs à trouver des financements. Dans ce contexte,

« notre industrie est en danger et il est urgent de mettre en place rapidement des moyens pour la soutenir », n'hésite pas à dire Heinz Martin Esser, PDG d'Ortner et de Silicon Saxony, traumatisé par la fermeture du site de Qimonda, la filiale d'Infineon à Dresde en janvier dernier et par la perte de 6.000 emplois dans le « cluster » allemand.

Les industriels craignent de ne pas profiter de la reprise. Selon le bureau d'études Gartner, les dépenses d'investissement devraient repartir à la hausse dès l'an prochain pour atteindre 29 milliards de dollars. Mais la domination asiatique devrait s'accroître. Selon le World Semiconductor Trade Statistics, la construction de 74 unités de fabrication supplémentaires serait prévue en Asie pour les prochaines années, contre seulement 6 en Europe. Mais les cartes se redistribuent et de nouveaux acteurs entrent en scène. Comme Atic, société des Emirats arabes unis qui va investir 1,5 milliard de dollars à Albany (Etats-Unis) et entre 3,6 milliards et 6 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années dans ce secteur.

GABRIELLE SERRAZ (À GRENOBLE)